

La Russie dans le système mondial

Géographie ou histoire ?

(Article augmenté)

Samir AMIN

Le double effondrement du soviétisme comme projet social distinct du capitalisme et de l'URSS – voire de la Russie – comme Etat interpelle toutes les théories qu'on a pu proposer tant dans le domaine du conflit capitalisme/socialisme que dans l'analyse des places et fonctions des différents pays et régions dans le système mondial. Ces deux axes d'analyse – le premier privilégiant l'histoire, le second la géographie – se sont le plus souvent exclus l'un l'autre.

1

Dans la tradition du marxisme historique, et singulièrement dans sa version prédominante dans l'ex-URSS, le seul grand problème du monde contemporain reconnu digne de traitement scientifique était celui du passage du capitalisme au socialisme. A partir de Lénine une théorie de la révolution et de la construction socialiste est formulée progressivement, dont je résumerai les thèses dans les termes suivants : (i) le capitalisme doit être finalement renversé partout dans le monde par le moyen de la lutte des classes conduite par le prolétariat, (ii) la révolution socialiste a commencé dans certains pays (la Russie, plus tard la Chine) plutôt que dans d'autres parce que les premiers constituaient, pour des raisons diverses, des « maillons faibles » de la chaîne du capitalisme mondial, (iii) dans ces pays la construction du socialisme est possible en dépit de leur retard de développement, (iv) la transition du capitalisme au socialisme se manifeste donc dans et par la compétition de deux systèmes d'Etats, les uns devenus socialistes, les autres restés (provisoirement) capitalistes.

Dans ce type d'analyse l'histoire – qui commande les particularités sociales et politiques dont sont constituées les différentes sociétés du monde moderne (et entre autres les « maillons faibles » - est privilégiée, au point que la géographie du système mondial, dans laquelle s'expriment les places et fonctions diverses de ces sociétés, lui est intégralement soumise. Bien entendu le retournement de l'histoire, renversant « le socialisme irréversible » pour ramener au capitalisme, interpelle la théorie de la transition et de la construction socialiste en question.

Dans ce qui pourrait être une analyse du mouvement de l'histoire moderne inspirée du principe fondamental qui est à la base de ce qu'on appellera, pour être bref, le courant de pensée du système et de l'économie-monde, la géographie prend une autre dimension. Ce qui se passe au niveau du tout (le système-monde) commande l'évolution des parties qui le constituent. Les rôles tenus par l'Empire russe et par l'URSS s'expliqueraient alors par l'évolution du système mondial et c'est celle-ci qui rendrait intelligible l'effondrement du projet soviétique. De même que les extrémistes du marxisme historique ne connaissent que la lutte des classes pour rendre compte de l'histoire, il existe une interprétation extrémiste possible du système monde qui élimine pratiquement celle-ci, puisqu'elle serait incapable de modifier le cours imposé par l'évolution du système dans sa globalité.

Je rappellerai également ici que des théories rapportant la spécificité de l'Eurasie à sa place particulière dans le système mondial avaient précédé les formulations du système-monde de plusieurs décennies. Dans les années vingt déjà des historiens russes (Troubetskoï et d'autres) avaient fait des propositions dans ce sens, enfouis dans l'oubli par le conformisme soviétique officiel, ressuscitées au cours des dernières années. Les thèses développées dans l'article de Foursov publié dans *Review* rappellent la théorie de la spécificité eurasiatique par certains aspects, s'en détachant par d'autres.

Je plaiderai ici en faveur d'une synthèse des deux types d'analyse proposés, en le faisant justement sur le cas russo-soviétique, ayant par ailleurs déjà défendu en termes plus généraux cette même perspective, enrichissante pour le marxisme à mon avis (S. Amin, 1992).

2

Le système du monde, saisi entre l'an 1000 et l'an 1500, est visiblement composé de trois blocs principaux de sociétés avancées (la Chine, l'Inde, le Moyen Orient) auquel s'ajoute désormais, progressivement mais à un rythme de développement rapide à l'extrême, un quatrième pôle – l'Europe. Or c'est précisément dans cette région, marginale jusqu'à l'an 1000, que se cristalliseront les transformations qualitatives de toutes natures qui inaugureront le capitalisme. Entre l'Europe et l'Asie orientale – des frontières de la Pologne à la Mongolie – s'étend l'océan eurasiatique dont la position dans le système global de l'époque dépendra largement de l'articulation des quatre pôles dans ce que j'ai appelé le système de l'ancien monde (précapitaliste, ou tributaire si l'on accepte ma qualification des systèmes sociaux qui le composent).

Il me paraît impossible de donner une lecture convaincante de la naissance du capitalisme sans répondre simultanément à deux ordres de questions concernant : (i) les dynamiques des transformations locales en réponse aux défis auxquelles les sociétés sont confrontées, en particulier les dynamiques des luttes sociales ; (ii) l'articulation de ces dynamiques qui s'exprime dans l'évolution du système de l'ancien monde pris dans sa globalité, en particulier la transformation des rôles des différentes régions qui le composent (et donc pour ce qui nous occupe directement ici des fonctions de la région eurasiatique).

3

Prendre en considération le point de vue global, et relativiser de ce fait les réalités régionales, c'est d'abord reconnaître que jusque fort tardivement dans l'histoire les deux blocs asiatiques (la Chine et l'Inde) concentrent la grande majorité de la population civilisée de l'ancien monde.

De surcroît on est frappé par la régularité de la croissance de ces deux blocs, qui grimpent en population de 50 millions d'habitants environ chacun deux siècles avant J. C. à respectivement 330 et 200 millions en 1800 et 450 et 300 en 1850. Cette progression fabuleuse doit être comparée à la stagnation du Moyen orient à partir justement de l'époque hellénistique. La population de cette dernière région atteint probablement son maximum – 50 millions – à cette époque pour décliner ensuite presque régulièrement et se stabiliser autour de 35 millions à la veille de la révolution industrielle et de la pénétration européenne (se rappeler également, par exemple, que la population de l'Egypte qui avait été de 10 à 14 millions d'habitants à certaines époques de l'Antiquité pharaonique était tombée à 2 millions d'habitants en 1800, et que le déclin de la Mésopotamie et de la Syrie a été du même ordre). Elle doit être également comparée à la stagnation de l'Europe barbare jusqu'à l'an 1000 (de 20 millions d'habitants deux siècles avant J. C. probablement moins de 30 vers l'an 1000), puis à l'explosion européenne (180 millions d'habitants en 1800, 200 en 1850).

On comprend alors que l'Europe, lorsqu'elle prendra conscience d'elle-même, sera véritablement obnubilée par la poursuite de l'objectif d'entrer en relations, voire de conquérir, ce fabuleux Orient. Jusque tardivement dans le XVIII^e siècle l'Empire chinois demeure pour les Européens la référence suprême, la société la plus policée, la mieux administrée, ses technologies sont les plus fines et les plus efficaces (Etiemble, 1972). Sa puissance est d'ailleurs telle que c'est seulement à partir de la fin du XIX^e siècle qu'on ose s'y attaquer. Par contre l'Inde, plus fragile, avait bien été conquise, et sa colonisation avait joué un rôle décisif dans l'avancée britannique. L'attraction de l'extrême Orient est le ressort principal des initiatives de l'Europe. La découverte – en passant – puis conquête des Amériques absorbera les énergies européennes pendant trois siècles. La fonction de l'Eurasie doit être placée dans cette perspective.

Le Moyen Orient, que je définis comme la région héritière de l'hellénisme (qui fait la synthèse de cinq cultures : l'Egypte, la Mésopotamie, la Syrie-Phénicie, la Grèce-Anatolie, l'Iran), constitue un troisième pôle de civilisation avancée.

L'intensité des échanges entre ces trois pôles commande donc naturellement la dynamique de l'ancien monde. Ces « routes de la soie », comme on les a appelés, traversaient la région méridionale de l'Eurasie, l'Asie centrale, de la Caspienne à la Chine, au Sud de la steppe Kazakh, du Tian Shan et de la Mongolie (S. Amin, 1991).

Cependant la stagnation relative du pôle moyen oriental (pour des raisons dont l'analyse ne relève pas de cette étude) se solde par un déclin progressif de ces échanges. Cette évolution aura au moins deux conséquences importantes. La première est que l'Europe, en prenant conscience à partir des Croisades, verra dans le Moyen Orient non pas la région riche à conquérir pour elle-même mais la zone de transit à traverser ou à contourner pour atteindre les véritables régions intéressantes de l'Asie. La seconde est que la Chine et l'Inde détourneront progressivement leurs regards de l'Ouest vers l'Est, pour se constituer les périphéries qui les intéresseront véritablement en Corée, au Japon, au Viet Nam et dans l'Asie du Sud-est. Les deux pôles orientaux ne seront pas intéressés par la recherche active de rapports avec le Moyen Orient en déclin, encore moins avec l'Europe. L'initiative se trouvera donc concentrée dans les mains des Européens. L'océan eurasiatique et l'océan maritime seront alors les deux moyens de passage en concurrence pour permettre aux Européens d'aller en Asie.

4

L'Europe est, comme nous l'avons déjà dit, marginale jusque vers l'an 1000. Comme l'Afrique – qui le demeurera après l'an 1000 – elle constitue une zone de mouvance dans laquelle les peuples ne se sont encore ni véritablement fixés, ni constitués en sociétés étatiques tributaires. Mais cette périphérie pauvre du système ancien va décoller soudainement, dans la structure particulière qui associe la forme tributaire périphérique féodale (l'émiettement des pouvoirs) et l'universalisme européen de la Chrétienté romaine. Dans la marche qui va conduire finalement à en faire le centre du monde capitaliste et industriel à partir du XIX^e siècle, on peut distinguer des périodes successives, qui définissent à leur tour les rôles que l'Eurasie remplira dans la dynamique accélérée de ce système.

Les Croisades (1100-1250) constituent le premier moment de cette évolution rapide. L'Europe occidentale (« franque ») cherche alors à briser le monopole du Moyen orient, passage obligé (et coûteux) dans ses rapports avec l'Asie orientale. Ce monopole est d'ailleurs commun et partagé entre la Byzance chrétienne orthodoxe et le Khalifat islamique arabo-persan. Les Croisades sont dirigées contre ces deux adversaires et non seulement l'infidèle mahométan comme on le dit trop souvent.

Mais finalement expulsés de la région, les Européens seront amenés à chercher à contourner l'obstacle.

Pour le Moyen Orient les Croisades constitueront un accélérateur de son déclin, détournant encore davantage l'intérêt des Chinois pour l'Occident. Les Croisades facilitent en effet la « turquisation » du Moyen Orient, c'est-à-dire le transfert accentué des pouvoirs à des tribus militaires turcomanes appelées à cette fin, et par là même prépare la destruction simultanée de Byzance et du Khalifat auxquels se substituera à partir de 1450-1500 l'Empire Ottoman.

Par ailleurs les Croisades enrichissent les villes italiennes, leur donnent le monopole de la navigation en Méditerranée, et préparent leur rôle actif dans la recherche des moyens de contourner le Moyen Orient. Il est intéressant donc de noter ici que les deux océans sont ouverts par des Italiens : Marco Polo qui traverse l'océan eurasiatique russo-mongol et, deux siècles plus tard, Christophe Colomb qui ouvre la voie atlantique.

5

L'Eurasie entre dans l'histoire à ce moment, entre 1250 et 1500 précisément, c'est-à-dire au cours de la seconde phase de l'histoire en question. Cette entrée dans l'histoire marginalise les anciennes « routes de la soie » qui reliaient le Moyen Orient à la Chine et à l'Inde par le Sud de l'Asie centrale au profit d'une liaison directe Europe-Chine, passant plus au nord, par l'Eurasie de l'Empire de Gengis Khan (précisément la route de Marco Polo). Elle ouvre à son tour la lutte séculaire entre les Russes de la forêt et les Turco-mongols des steppes pour le contrôle de l'Eurasie. La formation de l'Etat moscovite, sa libération du joug mongol, puis son expansion accélérée à travers la Sibérie, sa conquête militaire des steppes du Sud jusqu'aux mers Noire, Caspienne et d'Aral et au Caucase, enfin celle de l'Asie centrale méridionale elle-même et de la Transcaucasie, constituent les étapes de cette progression prodigieuse.

L'Eurasie acquiert dans cette histoire des caractères particuliers qui la différencient fortement des formations européennes comme de celle de la Chine. Non pas comme on l'a dit souvent un peu trop superficiellement qu'elle soit devenue (ou reste) « mi-asiatique » (et l'expression a évidemment un sens péjoratif). Elle est en réalité trop éloignée du modèle chinois pour mériter cette qualification. Mais elle ne se constitue pas non plus en Etat dense et homogène comme l'Europe le deviendra graduellement avec les Monarchies absolues, puis ensuite dans la forme modèle des Etats nations bourgeois modernes. L'occupation d'un territoire aussi vaste qu'un océan atténue ces caractères, en dépit de la volonté du pouvoir de St Petersburg à partir de 1700 d'imiter l'absolutisme européen. Dans l'Empire russe le rapport entre les Russes et les peuples turco-mongols de la steppe n'est pas non plus celui que les Européens développeront dans la colonisation d'outre-mer. Les premiers « n'exploitent pas » le travail des seconds comme les Européens le feront dans leurs colonies ; le pouvoir (russe s'entend) contrôle l'espace occupé par les uns et les autres. Cette spécificité se perpétuera à sa manière dans l'URSS où les Russes dominent en termes politiques et culturels mais n'exploitent pas économiquement les autres (au contraire les flux de valeur vont ici de la Russie à l'Asie centrale). Il aura fallu la vulgarisation des media à la mode pour confondre ces systèmes profondément différents sous le vocable commun, et superficiel, d'Empire (S. Amin, *Le défi de la mondialisation*).

L'Eurasie n'aura cependant rempli la fonction d'océan reliant l'Europe à la Chine que pendant un court moment, entre 1250 et 1500, de surcroît à une étape où l'Europe n'a encore pas une capacité d'absorption suffisamment forte pour donner à la fonction de transitaire de l'Eurasie le lustre lucratif

que le commerce maritime aura plus tard. Dès 1500 en effet la voie Atlantique-Océan indien se substitue à la longue traversée continentale. Or la substitution n'est pas seulement géographique. Sur leur chemin par l'Ouest les Européens ont découvert l'Amérique, conquise et transformée en périphérie de leur capitalisme naissant, un sort auquel l'Eurasie avait échappé et qui ne pouvait pas lui être imposé. Par là même les Européens ont appris également à coloniser (transformer en périphéries du capitalisme mondial) l'Asie (en commençant par l'Inde, les Indes néerlandaises et les Philippines) puis l'Afrique et le Moyen Orient, dans des formules qui ne sont pas celles que l'expansion russe en Asie avait inventées.

6

La voie maritime « remarginalise » l'Eurasie à partir de 1500 et jusqu'en 1900 et même au-delà. Or les Russes ont répondu à ce défi d'une manière originale et, par bien des aspects, brillante. Foursov fait observer qu'en 1517 précisément le moine Philopheus proclame Moscou troisième Rome. Observation qui mérite de retenir effectivement l'attention puisque, se situant peu de temps après que la voie maritime ait été ouverte, elle offre à la Russie une perspective alternative, un rôle exclusif dans l'histoire. Certains – comme Berdiaev par exemple – feront observer que le communisme soviétique poursuit cet objectif du rôle messianique de la Russie dans la progression de l'humanité toute entière.

La Russie se construit donc à partir de là en faisant une synthèse efficace du repliement sur elle-même et l'ouverture sur l'Occident. La première dimension, celle de sa construction autocentrée, situe donc son modèle aux antipodes même de ce qu'est la périphérisation dans le capitalisme mondial. Elle n'a de pareil que dans la construction autocentrée des Etats-Unis poursuivie de leur indépendance à 1914 ou même 1941. Voici deux espaces qui s'organisent comme des continents autocentrés, obéissant à un pouvoir politique unique. Il n'y en a pas eu d'autres, sauf la Chine à partir de 1950. On ne manquera néanmoins pas de comparer les résultats médiocres obtenus par la Russie-Urss face à ceux, brillants, des Etats Unis. Il existe une explication conventionnelle de ce fait, qui contient une grande part de vérité : l'avantage que constituait aux Etats Unis l'absence d'un héritage féodal (argument que je renforce en faisant observer que la Nouvelle Angleterre ne s'était pas constituée comme périphérie du capitalisme). Mais il faut y ajouter que, « isolés » sur le continent américain, les Etats Unis sont libérés des vicissitudes de la politique européenne et n'ont qu'un adversaire – le Mexique – trop faible pour être autre chose qu'une proie dont ils s'empareront de la moitié du territoire. Par contre la Russie n'évite pas les conflits européens et a dû faire face à des concurrents de l'Europe occidentale et centrale, a été de ce fait envahie par les armées de Napoléon, a subi l'affront de la guerre de Crimée, puis a été de nouveau envahie deux fois en 1914 et 1941.

Cette interférence continuelle entre l'histoire de la Russie et celle de l'Europe était d'ailleurs en partie le résultat du choix russe – puis soviétique – de ne pas s'enfermer en Eurasie mais de rester, ou de devenir, aussi moderne – c'est-à-dire européenne – que possible. C'est le choix de l'Empire St Pétersbourgeois, symbolisé par l'aigle bicéphale dont une tête regarde vers l'Ouest. Mais c'est aussi le choix de l'URSS qui inscrit son idéologie dans la tradition du mouvement ouvrier européen. Le rejet total qu'elle proclame des idéologies slavophile et eurasiennne qui avaient toujours survécu dans l'Empire russe en dépit de son option officielle occidentaliste en est une conséquence évidente.

7

La révolution russe ne me paraît pas du tout avoir constitué un épiphénomène qui n'aurait en définitive guère infléchi le cours de l'histoire, une fois la parenthèse soviétique fermée. Je ne vois pas d'autre

explication convaincante de cette révolution qu'en faisant intervenir simultanément l'histoire (les contradictions nouvelles introduites par le capitalisme) et la géographie (la position de la Russie dans l'économie-monde capitaliste).

Car le capitalisme introduit bien un défi nouveau à toute l'humanité, aux peuples de ses centres avancés ou de ses périphéries attardées. Sur ce point essentiel je reste intégralement marxiste. Au sens que le capitalisme ne peut pas se poursuivre « indéfiniment » : l'accumulation permanente et la croissance exponentielle qu'elle entraîne conduisent l'humanité à la mort certaine.

Son dépassement par une autre forme de civilisation, plus avancée, nécessaire, est d'ailleurs préparé lui-même par l'extraordinaire bond en avant des moyens d'action de l'humanité que l'accumulation aura permise (et c'est une parenthèse dans l'histoire) et par le mûrissement éthique et culturel qui l'aura accompagné.

La question que les Russes se sont posés en 1917 n'était donc ni artificielle, ni le produit curieux de leur prétendu « messianisme », ni particulière aux circonstances du pays. C'est une question qui reste posée à l'humanité toute entière.

Les seules questions qui nous interpellent sont donc à mon avis les suivantes : (i) pourquoi ce besoin de dépasser le capitalisme s'est manifesté avec tant de force ici, en Russie, puis ensuite en Chine, et pas dans les centres capitalistes avancés ? (ii) pourquoi l'URSS a-t-elle échoué à transformer ce besoin en un levier de transformation progressiste irréversible ?

Dans ma réponse à la première question la géographie du système mondial intervient certainement d'une manière décisive. La formulation léninienne en termes de « maillon faible » est d'ailleurs à mon avis une première tentative d'explication qui allait dans ce sens que Mao généralisera pour les périphéries du système dans la théorie de la révolution continue par étapes à partir de la *Démocratie Nouvelle*. Il s'agit d'une explication qui prend en considération la polarisation produite par l'expansion mondiale du capitalisme, bien qu'elle ne le fasse que d'une manière imparfaite, comme on peut le voir aujourd'hui. J'observerai ici que la Russie qui croit « amorcer la révolution mondiale » n'est pas une périphérie. Elle a la structure autocentrée d'un centre, mais attardé, ce qui explique la violence des conflits sociaux qui s'y déploient. J'observerai également que la seconde grande révolution – celle de la Chine – se développe dans le seul grand pays qui ne soit pas véritablement et totalement périphérisé comme le sont l'Amérique latine, l'Afrique, le Moyen Orient, l'Inde et l'Asie du Sud-est, n'ayant jamais été colonisé. A la formule du marxisme chinois bien connue – un pays « mi-féodal, mi-colonial » - je substituerai donc une formule qui me paraîtrait plus correcte – un pays « aux trois quart tributaire, au quart colonial » alors que les autres périphéries sont « au quart tributaires (ou féodales si on le veut) et aux trois quart coloniales » !

La seconde question appelle une réponse qui précisément part de la remise en cause de la théorie de la « transition socialiste » esquissée plus haut. Celle-ci me paraît inexacte tant au plan de l'histoire qu'à celui de la géographie du capitalisme. Elle procédait d'une sous-estimation de la polarisation (géographique) centres/périphéries, ayant manqué de voir qu'il ne s'agissait pas là du produit des circonstances historiques particulières (la tendance « naturelle » de l'expansion capitaliste étant alors d'homogénéiser le monde) mais du produit immanent de cette expansion elle-même. Elle manquait donc de voir que la révolte des peuples victimes de ce développement forcément inégal doit se poursuivre aussi longtemps que le capitalisme existera. Elle procédait par ailleurs de l'hypothèse que le mode de production nouveau (socialiste) ne se développe pas au sein de l'ancien (capitaliste), mais à côté, dans des pays ayant rompu avec le capitalisme. Je substitue à cette hypothèse celle que tout

comme le capitalisme s'est d'abord développé au sein du féodalisme avant d'en briser la coque, la « longue transition » du capitalisme mondial au socialisme mondial est elle aussi définie par le conflit interne à toutes les sociétés du système entre les tendances et forces de reproduction des rapports capitalistes et les tendances et forces (anti systémiques) dont la logique procède d'autres aspirations, celles qui définissent précisément le socialisme. Bien que cela ne soit pas ici le lieu de développer ces thèses nouvelles concernant la « longue transition », il fallait que je les rappelle, parce qu'elles constituent l'explication de l'échec soviétique, à mon avis.

8

On peut maintenant conclure en posant les questions susceptibles d'éclairer le débat concernant l'avenir non seulement de la Russie mais également du système mondial.

L'échec soviétique ne ramène pas la Russie, ni au XIXe siècle, ni – comme Foursov le suggère – à la période moscovite pré St Pétersbourgeois. Parce que pas plus pour la Russie que pour quelque autre pays le retour en arrière n'a de sens en histoire. Plutôt donc que de se livrer à ce genre d'exercice superficiel je préfère regarder l'avenir en partant de l'analyse du présent et de ce qu'il révèle de nouveau par rapport au passé.

Comment sortir du capitalisme, aller au-delà de celui-ci, reste la question centrale pour les Russes, les Chinois et tous les autres peuples du monde. Si l'on accepte la thèse de la longue transition esquissée ici, l'étape immédiate qui constitue le défi auquel nous sommes aujourd'hui tous confrontés serait définie par la construction d'un monde pluri polaire permettant dans les différentes régions qui le composent un développement maximal des forces anti-systémiques. Cela implique pour les Russes et les autres peuples de l'Eurasie (ex-URSS) non pas un développement capitaliste illusoire mais la reconstruction d'une société capable d'aller au-delà de celui-ci. Les Chinois sont confrontés au même problème. Et tous les autres peuples également. Savoir si les Russes ou les Chinois seront capables de la faire dans l'avenir immédiat, ou si d'autres peuples le feront moins difficilement, constitue une série de problèmes qui sortent de cette étude.

9 . La Russie : sortie du tunnel ?

Dans les pages précédentes j'avais proposé ma vision de la place que l'espace eurasiatique (des frontières de la Pologne à la Chine) avait occupée dans les étapes successives de la formation du système mondial et, dans ce cadre, défini les défis que l'Empire russe puis l'URSS avaient tenté de relever. Je me propose ici d'analyser les défis auxquels la Russie post soviétique est désormais confrontée. Les transformations subies par la Russie au cours des quinze dernières années, pour gigantesques qu'elles puissent paraître, ne sont pas de la nature d'une « révolution » (ou d'une « contre révolution ») mais traduisent l'accélération des tendances profondes qui opéraient déjà depuis les années 1930 dans le système soviétique lui-même.

Je ne me contente pas, sur ce sujet, de constater que la société soviétique n'était déjà pas (ou plus) « socialiste », comme les promoteurs de la révolution de 1917 l'avaient voulu, mais constituait une forme particulière du capitalisme (que j'ai résumé dans la formule « un capitalisme sans capitalistes ») appelée à devenir un capitalisme « normal » (c'est-à-dire avec capitalistes), ce qui est bien le projet de la nouvelle classe dirigeante (elle-même d'ailleurs issue de la précédente), même si, comme on le verra, la réalité du système qu'elle a mis en place est loin de répondre au projet en question. J'irai plus loin et proposerai un examen des caractères du système soviétique (comme système social, système de

pouvoir et mode d'intégration au système mondial), puis de leur persistance partielle sous des formes dégradées dans la nouvelle Russie.

1. Les caractères fondamentaux du système soviétique

J'ai retenu pour l'analyse qui suit des traits saillants qui me paraissent permettre de saisir l'essentiel de ce que le système soviétique était devenu dans sa dernière phase , celle du brezhnevisme. La révolution de 1917 a été une grande révolution dans l'histoire de l'humanité , porteuse de riches promesses nécessaires et généreuses et l'objet de ce chapitre n'est pas d'en retracer l'histoire pour en faire le procès liquidationniste comme il est bon ton de le faire aujourd'hui, encore moins de laisser entendre que les traits saillants mis en relief ici étaient déjà contenus dans la révolution , ou le léninisme , ou même le stalinisme. Le choix de cette caractérisation a la seule ambition d' éclairer la nature de la dérive en cours et des défis qu'elle représente désormais pour la survie des peuples de l'ex Union soviétique.

J'ai retenu pour l'analyse qui suit des traits saillants qui me paraissent permettre de saisir l'essentiel de ce que le système soviétique était devenu dans sa dernière phase , celle du brezhnevisme. La révolution de 1917 a été une grande révolution dans l'histoire de l'humanité , porteuse de riches promesses nécessaires et généreuses et l'objet de ce chapitre n'est pas d'en retracer l'histoire pour en faire le procès liquidationniste comme il est bon ton de le faire aujourd'hui, encore moins de laisser entendre que les traits saillants mis en relief ici étaient déjà contenus dans la révolution , ou le léninisme , ou même le stalinisme. Le choix de cette caractérisation a la seule ambition d' éclairer la nature de la dérive en cours et des défis qu'elle représente désormais pour la survie des peuples de l'ex Union soviétique.

Je définis le système soviétique par cinq caractères fondamentaux : le corporatisme, le pouvoir autocratique, la stabilisation sociale, la déconnexion du système capitaliste mondial et son insertion dans celui-ci comme super puissance. Le concept de « régime totalitaire », vulgarisé par le discours idéologique dominant, s'avère ici comme ailleurs plat et creux, incapable de rendre compte de la réalité de la société soviétique, de ses modes de gestion et des contradictions qui ont commandé son évolution et sa transformation en cours.

Un : un régime corporatiste.

J'entends par là que la classe ouvrière (censée être devenue « dirigeante ») avait perdu sa conscience politique unificatrice, à la fois par la volonté des politiques mises en œuvre par le pouvoir et par les conditions objectives du gonflement rapide de ses effectifs produit par l'industrialisation accélérée. Les travailleurs de chaque entreprise – ou groupe d'entreprises rassemblées dans un combinat – constituaient avec ses cadres et ses directeurs un « bloc » social/économique, et défendaient ensemble leur place dans le système. Ces « blocs » se confrontaient les uns les autres à tous les niveaux : dans les « négociations » (« marchandages ») entre les ministères et les départements du Gosplan, dans les rapports quotidiens avec les entreprises des combinats autres que le leur. Les syndicats, réduits à la gestion du travail (conditions de l'emploi et du travail) et des avantages sociaux des travailleurs concernés, trouvaient leur place naturelle dans ce système corporatiste.

Le corporatisme en question remplissait des fonctions décisives dans la reproduction et l'expansion du système dans son ensemble. Il constituait un double substitut : (i) au principe de la « rentabilité » qui commande en dernier ressort les décisions d'investissement dans le capitalisme ; et (ii) au marché qui

définit toujours, dans le capitalisme, les normes par lesquelles les prix sont déterminés. Le corporatisme constituait la réalité que « la planification » occultait par ses prétentions à faire prévaloir une « rationalité dite scientifique » de la gestion macro-économique du système productif.

Le corporatisme entraînait l'accentuation des dimensions régionalistes dans les négociations/marchandages des blocs concurrents. Ce régionalisme n'avait pas pour fondement principal la diversité « nationale » (comme il l'avait dans la Yougoslavie fédérale titiste). Les rapports entre la Russie – nation prépondérante numériquement et historiquement – et les autres nations n'étaient pas de la nature des rapports « coloniaux ». En témoigne les flux de redistribution des investissements et des avantages sociaux opérant au détriment des « Russes », en faveur des régions périphériques. J'ai, sur ce plan, refusé les billevesées assimilant l'URSS à un système « impérial », la Russie dominant ses « colonies internes », en dépit du sentiment de « prépondérance » de la nation russe (voire de l'arrogance de certaines de ses expressions). Les Baltes apprendront peut être qu'ils ont troqué les positions avantageuses dont ils bénéficiaient dans l'URSS pour des positions de dominés dans l'Union Européenne ! Les Caucasiens et les peuples d'Asie centrale qu'ils seront traités brutalement en colonies par les Occidentaux, ayant perdu les pouvoirs de négociation qu'ils avaient dans l'URSS ! Les régionalismes en question étaient en fait ceux de petites régions (au sein des républiques auxquelles elles appartenaient) ayant des intérêts communs à défendre dans le système global assurant leur interdépendance, toujours plus inégale en fait que ne le prétendait le discours rationalisant du Gosplan.

Deux : un pouvoir autocratique

Le choix du terme n'est pas destiné à affaiblir la critique du système. On constatera sans difficulté « l'absence de démocratie » qu'elle soit du modèle représentatif (les élections n'étant ici que des cérémonies sans surprise) ou du modèle participatif, plus avancé par nature, comme l'avaient imaginé les révolutionnaires de 1917, les syndicats et toutes les formes possibles d'organisations sociales ayant été domestiqués, interdisant de ce fait la participation effective à la décision à tous les niveaux.

Mais ce constat ne donne aucune qualité explicative au pseudo concept de « totalitarisme ». Le pouvoir autocratique était disputé au sein de la classe dirigeante – les représentants des blocs corporatistes. L'autocratie de façade masquait la réalité : un pouvoir assis sur la résolution « pacifique » des conflits corporatistes, sachant ménager les uns et les autres.

Ici encore la gestion autocratique des conflits en question revêtait nécessairement des dimensions régionales. La logique du système impliquait une pyramide de pouvoirs s'emboîtant les uns dans les autres, allant de la gestion (toujours autocratique) des intérêts locaux à ceux de l'Union, en passant par les Républiques. Cette dimension régionale, parfois mais non nécessairement « ethnique », a facilité l'éclatement de l'Union et les menaces d'éclatement des Républiques (la Russie en premier) qui constituent aujourd'hui un défi dangereux pour les pouvoirs centraux.

Trois : un ordre social stabilisé

Je n'entends pas ignorer les violences extrêmes qui ont accompagné la construction du système soviétique. Celles-ci ont été d'ordres divers.

Le conflit majeur opposait les défenseurs du projet socialiste à l'origine de la révolution aux « réalistes » qui, en pratique sinon dans leur rhétorique, donnaient la priorité absolue au « rattrapage »

par l'industrialisation – modernisation accélérée. Ce conflit était le produit inévitable de la contradiction objective à laquelle la révolution était confrontée : il lui fallait à la fois « rattraper » (ou tout au moins réduire le retard), puisque la révolution héritait d'un pays « arriéré » (je n'aime pas le terme, je lui préfère celui de « capitalisme périphérique ») et simultanément construire « autre chose » (le socialisme). J'ai insisté sur cette contradiction, que j'ai située au cœur de la problématique du dépassement du capitalisme à l'échelle mondiale (la « longue transition du capitalisme au socialisme mondial »), et n'y reviens pas ici. Les victimes de cette première cause majeure de recours à la violence ont été les militants communistes.

Un second ordre de violences ont accompagné l'industrialisation accélérée. Celles-ci sont par certains aspects comparables à celles qui ont accompagné en Occident la construction du capitalisme, la migration massive des campagnes vers les villes la prolétarianisation misérable (le surpeuplement des logements etc.). Il reste que l'URSS a procédé à cette construction dans un temps recors – quelques décennies -, par comparaison au siècle entier dont disposaient les pays du capitalisme central. Ceux-ci disposaient de surcroît des avantages de leurs positions impérialistes dominantes et de la possibilité de laisser « l'excédent » de leur population émigrer vers les Amériques. La violence de l'accumulation primitive en URSS ne paraît pas, dans ces conditions, plus tragique qu'elle ne le fut ailleurs. Au contraire sans doute. Car en URSS l'industrialisation accélérée a offert aux enfants des classes populaires le bénéfice d'une mobilité sociale gigantesque, inconnue dans les systèmes des pays du capitalisme central dominés par la bourgeoisie. C'est cette « spécificité », héritage malgré tout des intentions socialistes d'origine, qui a rallié au système – fut-il autocratique – la majorité des classes ouvrières et même de la paysannerie « collectivisée ».

Ajoutons qu'il ne faudrait pas oublier les violences exercées par le système capitaliste mondial dominant : les interventions militaires – l'agression nazie en représentant la forme la plus sauvage -, le blocus économique.

Le système soviétique, pour contradictoire qu'il fut, est donc parvenu à construire une ordre social qui pouvait se stabiliser, et s'est effectivement stabilisé dans sa période post stalinienne. La paix sociale a été « achetée » par la modération de l'exercice du pouvoir – bien que toujours autocratique -, par l'amélioration des conditions matérielles et par sa tolérance à l'égard des écarts « illégaux ».

Sans doute une stabilité de cet ordre n'est-elle pas appelée à être « éternelle ». Mais aucun système ne dispose d'un avantage de cette qualité, en dépit des prétentions de discours idéologiques (qu'il s'agisse de celui du « socialisme » ou du « libéralisme » capitaliste). La stabilité soviétique masquait les contradictions et limites du système que résume sa difficulté à passer de formes extensives de l'accumulation à des formes intensives de celle-ci, comme sa difficulté à sortir de l'autocratie et à permettre la démocratisation de sa gestion politique. Mais cette contradiction aurait pu trouver sa solution dans une « évolution » vers ce que j'ai qualifié de « centre-gauche » : l'ouverture d'espaces marchands (sans remise en cause des formes dominantes de la propriété collective) et la démocratisation. C'était peut être l'intention de Gorbatchev, dont l'échec de la tentative – naïve et incohérente par beaucoup de ses aspects – a fait tomber le régime « à droite » à partir de 1990.

Quatre : la déconnexion du système soviétique

Le système productif soviétique était effectivement largement déconnecté du système capitaliste mondial dominant. J'entends par là que les logiques qui commandaient les décisions économiques du pouvoir (investissements et prix) ne procédaient pas des exigences d'une inscription « ouverte » dans

la mondialisation. C'est grâce à cette déconnexion que le système était parvenu à avancer aux rythmes accélérés que l'on connaît.

Ce système n'était néanmoins pas « intégralement » indépendant du « reste du monde » (capitaliste). Aucun système ne peut l'être et la déconnexion, dans ma définition du concept, n'est pas synonyme « d'autarcie ». Dans son insertion au système mondial, l'URSS occupait une position de « périphérie », principalement exportatrice de matières premières.

Cinq : une superpuissance militaire et politique

L'URSS, grâce aux succès – et non aux échecs – de sa construction, était parvenue à se hisser au rang de superpuissance militaire. C'est son armée qui a battu les Nazis, puis, après la guerre, est parvenue dans un temps record à mettre un terme au monopole nucléaire et balistique des Etats-Unis. Ces succès sont à l'origine de sa présence politique sur l'échiquier mondial de l'après guerre. Le pouvoir soviétique bénéficiait de surcroît du prestige de sa victoire sur le nazisme et de celui du « socialisme » dont il prétendait être le témoignage, quelles qu'aient été les illusions concernant la réalité de ce « socialisme » (qualifié parfois de « réellement existant »). Il a su en faire un usage « modéré », dans ce sens que, contrairement aux affirmations de la propagande antisoviétique, il ne se proposait ni « d'exporter la révolution », ni de « conquérir » l'Europe occidentale (le faux motif invoqué par Washington et les bourgeoisies européennes pour faire accepter l'OTAN). Il a néanmoins mis en œuvre sa puissance politique (et militaire) pour contraindre l'impérialisme dominant à reculer dans le tiers monde, ouvrant aux classes dominantes (et aux peuples) d'Asie et d'Afrique une marge d'autonomie qu'elles ont perdu avec la chute de l'URSS. Ce n'est pas un hasard si l'offensive hégémoniste militarisée des Etats-Unis s'est déployée avec la violence qu'on connaît à partir de 1990. La présence soviétique imposait – de 1945 à 1990 – une organisation « multipolaire » du monde.

2. Les formes nouvelles du capitalisme en Russie

J'utilise délibérément l'expression qui fait le titre de cette section, évitant de la sorte celle de « néo-libéralisme ». Cette dernière formulation, que j'emploie comme tout le monde parce que le discours dominant l'impose, devrait en fait être exclue de toute réflexion sérieuse ; car il ne s'agit là que d'une rhétorique idéologique (de bas étage). Le « néo-libéralisme extrême » suppose, très explicitement, un retour au « libéralisme modéré » dès lors que la faillite de l'extrémisme dans ce domaine ait été reconnue à l'Ouest comme à l'Est . Or le « libéralisme » est au « capitalisme réellement existant » ce que le discours du « socialisme » était au « socialisme réellement existant » : un instrument idéologique destiné à évacuer l'examen des questions véritables. Le « libéralisme » promet donc tout à la fois : « l'efficacité » (sans en définir les termes), la « démocratie », « la paix », et même la justice sociale ! La mise en œuvre des politiques pratiquées en son nom produit tout autre chose, presque leur contraire : la stagnation (voire pour certains le recul), la dégradation de la démocratie (ou même le renforcement d'autocraties), la guerre permanente, l'inégalité grandissante. Mais peu importe, on invite alors à « attendre » ...

L'effondrement du système soviétique, renforcé par celui des populismes du tiers monde et l'érosion du compromis social démocrate en Occident, ont permis le triomphe de l'idéologie dite libérale et de vastes ralliements à son discours. En Russie comme ailleurs. J'ai d'ailleurs signalé l'illusion entretenue selon laquelle, comme l'Allemagne et le Japon avaient « perdu la guerre, mais gagné la paix », la Russie allait, grâce au libéralisme, s'engager à la fois dans un développement modernisateur

accélééré (enfin) efficace et dans la démocratie. On oubliait – ou feignait d’oublier – que l’objectif de Washington n’est pas de permettre la renaissance d’une Russie forte (pas plus que d’une Chine forte), fût-elle capitaliste, mais de la détruire.

Quinze ans de « réformes » se soldent-elles par la mise en place en Russie d’un système capitaliste capable de se « stabiliser » et, à partir de là, d’engager le pays effectivement sur la voie des promesses du libéralisme ? La réalité oblige à répondre négativement à cette question : l’URSS s’est désintégrée et la Russie vit sous la menace de l’être à son tour, aucune des institutions en place (ses entreprises privées, son Etat) ne sont outillées pour opérer les investissements nécessaires pour améliorer l’efficacité du système productif (tout au contraire le désinvestissement est massif), et la destruction systématique de ce que le système soviétique avait réalisé de positif (en particulier l’éducation) n’augure pas d’un « avenir meilleur ». On comprend mal comment un système qui porte ces caractéristiques pourrait se « stabiliser », sauf à entendre sa stabilisation pour un temps à un niveau de misère et d’impuissance accomplies.

En fait donc les formes nouvelles du capitalisme en Russie ont accentué – et non réduit – les caractères du système soviétique parvenu à son stade extrême de décadence.

Un : l’inscription de la Russie nouvelle comme périphérie subalterne du système capitaliste impérialiste contemporain

La Russie « ouverte » n’est pas seulement un « exportateur de biens primaires (pétrole en premier lieu) ; elle tend à n’être plus que cela. Ses systèmes productifs industriels et agricoles ne bénéficient plus d’aucune attention de la part des autorités, et n’intéressent ni le secteur privé national, ni le capital étranger. Aucun investissement digne de ce nom n’a permis leur progression ; et ils ne survivent qu’au prix de la poursuite de la dégradation de leurs infrastructures. La capacité de rénovation technologique – et l’éducation de qualité qui en constituait le soubassement dans le système soviétique – est l’objet d’une destruction systématique.

Qui est responsable de ces reculs gigantesques ?

Bien entendu d’abord la nouvelle classe dirigeante. Très largement issue elle-même de l’ancienne classe dirigeante soviétique, celle-ci s’est sans doute fabuleusement enrichie par les privatisations/pillages dont elle a été bénéficiaire. La concentration de cette nouvelle classe a d’ailleurs pris des dimensions peu communes, en sorte que le terme « d’oligarchie » lui convient parfaitement. La similitude avec les oligarchies d’Amérique latine est sans doute ici frappante. Cette classe tire son enrichissement de trois sources : la rente pétrolière (laquelle dépend de la conjoncture mondiale, c’est-à-dire des prix élevés ou bas du brut), la cannibalisation des industries (les firmes industrielles privatisées ne sont pas destinées à constituer la base d’une production plus importante et plus efficace mais seulement à permettre aux oligarques de vivre de leur déclin), les courtages associés à l’ouverture des marchés du pays aux importations. Rentes et courtages définissent toujours une bourgeoisie compradore, non une bourgeoisie « nationale ».

L’impérialisme – qui en bénéficie - soutient cette dégradation du pays au rang de périphérie subalterne. C’est bien là l’essentiel du plan des Etats-Unis pour ce qui est de la Russie (et des autres républiques de l’ex URSS) : les réduire au rang de périphéries subalternes désindustrialisées, et partant impuissantes, « latino-américaniser » l’ancien Est soviétique (ex URSS et Europe de l’Est). Les

modalités sont conçues dans des proportions variables selon les cas allant de la destruction totale pour les pays ayant un passé révolutionnaire (la Russie et la Yougoslavie), à la subalternisation plus douce en Europe de l'Est « conservatrice » (Pologne, Hongrie...).

Bien entendu dans le cadre de cette vision commune, partagée par les pouvoirs en place aux Etats-Unis et en Europe, une certaine concurrence pourrait se déployer entre les différents associés de la triade impérialiste. Qui bénéficiera à titre principal de cette latino-américanisation ? Les Etats-Unis ou l'Europe (occidentale) ? Le compromis en cours laisse l'Europe de l'Est à l'Allemagne à titre principal, la Russie aux Etats-Unis. L'OTAN (où se déploie l'hégémonisme des Etats-Unis), l'OMC et Bruxelles (dont les options libérales viennent renforcer celles de l'OMC) sont chargés de « gérer » ce système asymétrique par essence. Il reste que la gestion de ces responsabilités politiques de l'impérialisme collectif demeure traversée des contradictions que j'ai analysées ailleurs et sur lesquelles je ne reviens pas ici. La concurrence Europe/Etats-Unis opère dans le cadre de cette gestion. Washington dispose ici de cartes qui ne sont pas négligeables, entre autre évidemment l'option atlantiste inébranlable de Londres mais également celle des classes politiques serviles de l'Europe de l'Est. Ici encore, l'Europe a laissé passer l'occasion d'un rapprochement avec la Russie qui aurait renforcé son autonomie dans ses rapports avec les Etats-Unis.

L'explosion de richesse de l'oligarchie a entraîné la formation d'une nouvelle « classe moyenne », qualifiée de « nouveaux Russes ». Les emplois que ceux-ci occupent sont parfaitement improductifs, procédant de la dépense des oligarques. Par contre l'ancienne classe moyenne de professionnels et techniciens, généralement beaucoup plus qualifiés et certainement productifs, se retrouvent avec les classes populaires parmi les victimes de ce développement capitaliste comprador. Par ailleurs, les monopoles de l'oligarchie, bénéficiaire exclusive des générosités de l'Etat, étouffent la constitution éventuelle d'une véritable classe d'entrepreneurs inventifs, pourchassés par le pouvoir et les mafias de l'oligarchie, rendant par là même impossible la formation d'un capitalisme « par en bas ».

Le discours libéral qui prétend que les « gagnants » du système sont les individus les mieux qualifiés et les plus inventifs, tandis que les « perdants » se recruteront parmi les travailleurs les « moins productifs », ne résiste à aucun examen sérieux. Les « perdants » rassemblent en réalité l'ensemble des travailleurs productifs de la nouvelle Russie. Les « gagnants » par contre ne constituent guère qu'une couche parasitaire, qui fait obstacle à la rénovation du système productif russe.

Deux : un pouvoir autocratique irresponsable

Les formes capitalistes de la nouvelle Russie excluent tout progrès démocratique. L'autocratie n'est plus ici un « vestige du passé », mais la forme nécessaire d'exercice du pouvoir de l'oligarchie comprador nouvelle. La constitution de 1993 établit, pour le servir, un régime présidentiel qui réduit à néant les pouvoirs de la Douma (le Parlement élu). Comme on le sait les gouvernements occidentaux feignent de l'ignorer ; réservant leurs reproches pour « déficit de démocratie » aux seuls régimes qui résistent au libéralisme, tandis qu'ils approuvent la dictature de ceux qui le servent !

Ce qui distingue la nouvelle autocratie de l'ancienne se situe ailleurs : dans le caractère totalement irresponsable du pouvoir qu'elle exerce. L'autocratie est au service de l'oligarchie, participe aux batailles rangées auxquelles se livrent ses clans, même si elle sait se faire payer pour services rendus. Par ailleurs cette autocratie s'est placée au service du capital étranger oligopolistique mondialisé, dont elle met en œuvre sans la moindre résistance les diktats, formulés par l'OMC, le FMI, et même

l'OTAN ! Les conflits qui ont opposé récemment Poutine à certains oligarques n'ont pas amorcé un changement significatif dans l'organisation du système. Les objectifs de Poutine sont restés limités : d'abord renforcer les positions du clan des oligarques de Saint Petersburg (base de la clientèle du nouveau Président) au détriment des autres, ensuite – peut-être – « rationaliser » le système en séparant plus distinctement la bureaucratie de l'Etat présidentiel autocratique de la classe qu'elle n'a pas renoncé à servir – l'oligarchie. A chacun son rôle, mais pour jouer dans la même pièce.

Le « peuple russe » est-il responsable de cette dérive ? Partiellement sans doute, par le désarroi dans lequel il s'est retrouvé au lendemain de l'effondrement brutal des institutions soviétiques (parfois détruites à coups de canons, comme cela fut le cas avec le premier Parlement élu !). Les nouveaux partis politiques n'avaient aucune base sociale et idéologique qui leur aurait permis de sortir de l'inexistence. Les nouvelles « droites », réduites en fait à des coteries d'individus irresponsables issus de l'ancien système, ont certes managé avec succès la rhétorique démagogique amplifiée par des médias corrompus à leur service. Leurs boniments ne s'en sont pas moins rapidement usés, face à une opinion générale intelligente qui témoigne de la forte politisation du peuple russe. De ce fait des nouvelles droites se sont rapidement retrouvées prisonnières du soutien du pouvoir bureaucratique de la nouvelle autocratie.

Il reste que le Parti Communiste, en dépit des espoirs placés en lui par une forte minorité des électeurs (presque 50 %), n'a su ni amorcer sa rénovation (et sortir de son héritage de gestion autocratique du pouvoir) ni même résister aux pressions de la nouvelle dictature. Il a au contraire facilité sa mise en place, en souscrivant à la nouvelle constitution, que le peuple russe rejetait. Il a tenté par la suite de faire oublier sa stupide couardise et les erreurs majeures qu'elle a occasionnées en inaugurant un discours « nationaliste » ambigu. Mais les embryons de partis politiques d'une gauche alternative n'ont pas su non plus opérer les percées qui auraient été nécessaires pour mettre en échec le projet de la nouvelle oligarchie, et se sont rapidement repliés sur des chapelles intellectuelles isolées des classes populaires.

Trois : un corporatisme dégénéré et affaibli

Face au Parti Communiste obtus et déliquescents, les Syndicats auraient pu constituer un pôle de résistance efficace. Car les syndicats ont conservé pendant au moins douze ans le respect et le soutien de leurs adhérents, qui se comptent par millions.

L'erreur majeure des directions syndicales a été de croire que l'ancien corporatisme dans lequel elles étaient enserrées pouvait garantir leur « survie ». Il est vrai que la situation objective facilitait cette erreur de jugement perspectif. Dans la grande majorité des cas les directeurs et les cadres des entreprises exclus du nouveau système des pouvoirs oligarchiques demeuraient « aux côtés de leurs ouvriers » dans le combat quotidien pour la survie de la production. Quelques idéologues sociaux démocrates ont de leur côté nourri l'illusion que la mise en place d'une combinaison tripartite qu'ils préconisaient (patronat, syndicats, Etat) permettait une sorte de « compromis historique » positif. Ces idéologues étaient en retard d'une guerre – la social-démocratie en Occident même ayant amorcé sa conversion au libéralisme – et ignoraient de surcroît que le modèle de capitalisme périphérique en construction en Russie excluait toute forme « sociale » de sa gestion.

La couardise des directions syndicales et les illusions dont elles se sont abreuvées n'empêchaient pas les luttes sociales de se développer ici et là – grèves nombreuses – et parfois de faire reculer le pouvoir, comme ce fut le cas avec la menace de paralysie de la vie du pays par la résistance des cheminots. Mais ces luttes ne sont pas parvenues à produire les révisions nécessaires dans les modes

de gestion syndicale, et les tentatives de groupes restreints de la « nouvelle gauche » de refonder la vie ouvrière sur des bases syndicales indépendantes et nouvelles ne sont pas parvenues à dépasser les succès anecdotiques.

Cette combinaison de facteurs défavorables s'est soldée par l'amorce du déclin de l'organisation syndicale, visible dans les dernières années. La ruine des services sociaux dont les syndicats étaient les gérants dans le système soviétique a, de son côté, favorisé cette désaffection.

Quatre : un régionalisme incontrôlé

Le régionalisme marqué du soviétisme vieillissant a franchi une étape dans la direction d'une dérive destructrice. L'ancien régionalisme était maîtrisé, non pas nécessairement par la violence d'Etat, mais plutôt par le souci responsable de l'autocratie soviétique d'accepter les compromis qui s'imposaient.

Les clans de la nouvelle autocratie irresponsable croient, au contraire, utile d'exploiter les régionalismes pour servir leurs objectifs à court terme. Dans certains cas cette dérive est allée très loin, comme en témoigne le drame tchéchène.

Qu'il y ait eu des questions graves en suspens dans certaines régions, et plus particulièrement sans doute dans les districts « non russes » de la Fédération russe, nul ne saurait l'ignorer. Que des « forces extérieures » aient tenté d'exploiter ces difficultés – entre autre bien entendu dans le cas de la Tchétchénie les Etats-Unis et leurs alliés Islamistes – nul ne peut non plus en douter. Mais Moscou porte la responsabilité de la dégradation de la situation. Une majorité forte du peuple tchéchène rejetait les appels à la sécession des « islamistes ». Le pouvoir russe a renoncé à s'appuyer sur cette majorité et a délibérément choisi la carte de « l'intervention militaire », sans souci des conséquences de cette option. Il est établi que c'était là le produit des calculs médiocres de clans de l'oligarchie (intéressés par exemple par le tracé nord du pipeline d'évacuation du pétrole de la Caspienne) et de la bureaucratie d'Etat (refaire « l'unité du peuple russe » et obtenir son soutien « inconditionnel » face à « l'ennemi extérieur et terroriste »). Il est établi que les attentats terroristes à Moscou et ailleurs – dont il n'est pas prouvé qu'ils aient été l'œuvre des Tchéchènes – ont rempli des fonctions analogues au 11 Septembre, exploité comme on le sait par l'administration de Bush.

Dans ce registre également l'administration de Poutine ne paraît pas avoir rompu avec les errements de celle de Eltsine. La seconde guerre de Tchétchénie, entreprise par Poutine, s'est soldée par le même échec que la première, et a été « exploitée » de la même manière par les deux présidents successifs.

On porte au crédit de Poutine une réforme de l'organisation territoriale des pouvoirs dont l'objectif serait d'éteindre les foyers d'incendies régionalistes. Il reste que cette réforme demeure commandée par le principe de l'autocratie (en doublant les gouverneurs élus par des sortes de préfets nommés) et renonce à s'appuyer sur les populations concernées (ce qui risquerait de renforcer leur capacité de résistance aux pressions des oligarques). La réforme entreprise n'est donc pas de nature à favoriser la solution correcte des conflits ouverts ou latents.

Cinq : la Russie effacée de l'échiquier international

La Russie siège désormais sur un strapontin du G7, devenu G8 (ou plutôt 7 ½). Mais elle n'en est pas pour autant un acteur actif dans le façonnement des équilibres mondiaux. Elle conserve en apparence une puissance militaire considérable, la seconde par son équipement nucléaire et balistique. Encore

que le délabrement de son organisation militaire laisse craindre qu'elle serait incapable d'en faire un usage efficace, si nécessaire, c'est-à-dire en cas d'agression des Etats-Unis.

Il va de soi que cet effacement pose problème pour l'avenir du système mondial. Dans quel « camp » éventuel se rangera la Russie au cas où les contradictions politiques entre certains pays européens (la France et l'Allemagne) d'une part et les Etats-Unis d'autre part parvenaient à faire éclater l'atlantisme encore en position de commande dans l'impérialisme collectif de la triade. Ou au cas où les conflits avec certains pays du Sud (la Chine, ou même l'Inde, l'Iran ou la Corée du Nord) prendraient de l'ampleur. Sans doute dans le terme immédiat la question ne se pose pas : l'Europe reste atlantiste malgré les grincements de dents de quelques uns. Bien que la Russie se soit rangée, comme la Chine, avec la France et l'Allemagne pour refuser de donner à Washington un blanc seing dans son agression en Irak, le geste n'a pas amorcé un « renversement des alliances ». Moscou demeure attelé au char américain, en dépit de quelques expressions – modérées – de résistance. Washington ne s'y est pas trompé, réservant ses discours de condamnation violente aux seuls Français.

Les pressions exercées par la présence militaire des Etats-Unis en Asie centrale et au Caucase leur implantation récente en Géorgie, leur manipulation des menaces islamistes, sont parvenues jusqu'ici à maintenir la Russie hors du grand jeu international. La Russie pourrait mettre en échec le projet des Etats-Unis (qui est de la réduire à l'état de périphérie subalterne dans le nouvel ordre mondial dominé par Washington) en jouant un rôle dans la reconstruction d'un « front du Sud anti-impérialiste », et, en premier lieu, dans cette perspective, en se rapprochant de la Chine. Elle ne le fait pas. Au contraire elle agit souvent dans la direction opposée, se nourrissant de l'illusion que son alliance avec les Etats-Unis la protège contre d'éventuelles poussées expansionnistes de Pékin en Asie Centrale et en Sibérie. Ce faisant la Russie renforce la stratégie de Washington qui s'emploie à isoler son « ennemi potentiel principal » (la Chine). Parions que la Russie ne sera pas payée de retour pour ce service qui, au contraire, l'affaiblit elle-même et accélère le processus de sa dégradation au rang de périphérie subalterne. Il reste que tous ces équilibres (ou déséquilibres) dont bénéficient les Etats-Unis demeurent fragiles et l'échec certain de leur intervention en Irak finira un jour ou l'autre par les remettre en question. La diplomatie russe trouvera-t-elle alors sa place dans la redistribution des cartes ? Je reviendrai sur cette question, qui constitue l'une des dimensions majeures de la construction d'une alternative à la mondialisation libérale et américaine.

Six : la dérive idéologique

L'idéologie soviétique n'a jamais renoncé, jusqu'au dernier jour, à se nourrir d'une rhétorique prétendue « socialiste ». Le pouvoir soviétique, même dégradé à l'extrême, savait qu'il tenait sa légitimité de la Révolution de 1917. On peut s'en irriter, ou même le tourner en dérision. La distance qui séparait cette rhétorique de la réalité soviétique n'était d'ailleurs pas plus grande que celle qui sépare le discours « libéral » du capitalisme réellement existant. Et tout comme bon nombre d'individus par ailleurs normaux adhèrent au discours libéral en dépit de la catastrophe sociale qui accompagne son déploiement, il n'y a pas à s'étonner que le discours « socialiste » ait eu ses croyants jusqu'au dernier jour.

La nouvelle autocratie oligarchique a besoin par contre de prendre le contre-pied du discours soviétique. Mais elle ne sait pas par quoi le remplacer. Les boniments concernant l'efficacité économique et la démocratie ne sont pas crédibles en Russie, s'ils le sont ailleurs peut-être, en Europe de l'Est. Le discours « patriotique » constitue alors la seule planche de salut de ce pouvoir finalement

aux abois. La rhétorique en question sert à évacuer les vrais problèmes (l'inégalité sociale, la destruction des conquêtes de 1917, l'inefficacité de la nouvelle gestion économique, l'effacement du rôle international du pays), en prétendant « unir le pays tout entier derrière ses dirigeants », laissant entendre que ceux-ci « résistent » au capital mondialisé dominant. Toutes les classes compradore dirigeantes des périphéries contemporaines tentent de donner d'elles-mêmes une image « patriotique », alors qu'elles sont responsables du déclin dont sont victimes leurs nations et n'agissent en fait que comme courroies de transmission de la domination (étrangère) du capital international.

Le patriotisme, compris dans un sens positif, est certes nécessaire en Russie comme ailleurs – plus que jamais – face aux défis de la mondialisation libérale et américaine. A condition d'être conçu comme un élément positif dans la construction d'un développement autocentré (quand bien même serait-il ouvert) au service de l'ensemble des classes travailleuses, et non comme une rhétorique démagogique et trompeuse, comme c'est le cas pour ce qui est du discours du nouveau pouvoir russe.

Il reste que le discours idéologique mis en œuvre par le nouveau pouvoir russe n'a pas de prise réelle sur son peuple. En témoigne l'obligation dans laquelle ce pouvoir se trouve de recourir de plus en plus à des élections ouvertement falsifiées à grande échelle. C'est dire que nous avons affaire à un pouvoir dénué de légitimité et de crédibilité. Ou encore que ce nouveau capitalisme russe est incapable de trouver un centre de gravité autour duquel il pourrait stabiliser son pouvoir.

Les insuffisances des oppositions se traduisent également par celles de leurs discours idéologiques. Les communistes (du PC) ont ralié le discours « patriotique » du pouvoir, sans guère lui donner un contenu plus précis. Un peu comme ceux qui, dans les pays musulmans, « menacés » par la vague islamiste, pratiquent la surenchère sur le terrain même choisi par l'Islam politique et croient par ce moyen en exorciser la force d'attraction. D'autres invoquent « l'eurasiatisme », c'est-à-dire un nationalisme à la fois anti-américain et anti-européen, préconisant un rapprochement avec l'Asie (Chine, Inde, Iran). Sans doute ce rapprochement constitue-t-il l'une des exigences de la construction d'une mondialisation alternative. Mais point n'est besoin pour cela d'une légitimation para idéologique douteuse qui éloigne de l'adhésion à l'universalisme moderniste, fut-il d'origine « occidentale », et donc jusqu'ici déformé par la réalité du système impérialiste dont l'Occident en question est le centre.

Sans doute des décisions alternatives sérieuses, procédant à partir de la critique de gauche du soviétisme pour aller de l'avant dans une perspective de reconstruction socialiste, bénéficient-elles en Russie de terrains favorables. Mais force est de constater que jusqu'ici ces visions ne sont pas sorties de cercles intellectuels sans prise sur le peuple.

3. Y a-t-il une alternative dont les traits saillants se dessineraient dans la Russie d'aujourd'hui ?

Le tableau de la Russie que j'ai brossé dans les pages précédentes pourrait inspirer un grand pessimisme quant à l'avenir du pays. En fait l'échec du nouveau capitalisme russe, l'incapacité dans laquelle il se trouve de construire les conditions de sa stabilisation, devraient inspirer au contraire un optimisme de la raison. La Russie est, comme à la veille de 1917, grosse d'une nouvelle révolution dit-on parfois à Moscou. Ou de transformations radicales capables de redresser la direction de l'évolution. Dans quelles perspectives locales et mondiales ? A quelles conditions ?

Les principes de base sur lesquels l'alternative au système actuel en place dans le monde devrait être fondée sont simples, évidents, et au demeurant largement compris quand on les invoque. Sur les plans

internes (« nationaux ») : (i) une « économie mixte », d'une part donnant à l'Etat les moyens d'orienter le développement général et d'autre part offrant à la propriété privée et au marché la marge suffisante qui permette la promotion des initiatives ; (ii) l'institutionnalisation de la négociation sociale travailleurs/entreprises/Etat ; (iii) l'approfondissement de la démocratie représentative par la promotion d'initiatives de démocratie participative. Au plan mondial : (i) l'organisation de la négociation de formes de la gestion économique (échanges commerciaux, flux de capitaux, transferts technologiques, gestion monétaire) fondées sur la reconnaissance de la diversité des intérêts et de l'inégalité des partenaires ; (ii) la reconnaissance du principe de la souveraineté des peuples, renforcée par le soutien aux progrès de la démocratisation, fondement d'un monde politique multipolaire. La mise en œuvre de l'ensemble de ces principes permettrait d'amorcer une première étape sur la route de la « longue transition au socialisme mondial ».

Bien entendu ces principes très généraux, valables pour tous (la Chine ou la Russie, l'Allemagne ou le Congo) ne prennent leur sens que traduits en termes concrets respectueux de la diversité des situations objectives.

Pour la Russie leur mise en œuvre implique : (i) la renationalisation des grandes entreprises, singulièrement dans les domaines du pétrole et de l'énergie, de productions minières et des banques (donc l'expropriation de l'oligarchie), (ii) l'invention de formes nouvelles de gestion paritaire (travailleurs et dirigeants) des entreprises de l'industrie et du commerce que celles-ci soient formellement propriété publiques (Etats, collectivités, collectifs de travailleurs) ou privées ; (iii) le rétablissement et le renforcement des services sociaux publics, de l'éducation (qui fut de qualité en URSS) et de la recherche scientifique et technologique ; (iv) l'abolition de la constitution de 1993, et l'élaboration par une grande convention élue d'une constitution authentiquement démocratique ; (v) le soutien aux formes d'interventions populaires de démocratie participative ; (vi) l'ouverture d'une grande négociation entre les républiques de l'ex URSS permettant la construction d'un espace régional économique et politique respectueux de l'autonomie des partenaires et capable de refonder des interdépendances au bénéfice de tous ; (vii) le rétablissement de la puissance militaire russe (en attendant un désarmement généralisé, lorsque les Etats-Unis seront disposés à s'y soumettre) ; (viii) la promotion d'échanges commerciaux, technologiques et financiers négociés amorçant la construction d'une « grande Europe » - de l'Atlantique au Pacifique ; (ix) la promotion d'une politique étrangère active et indépendante (de celle des Etats-Unis en particulier) visant au renforcement des institutions garantes de la construction d'un monde multipolaire.

Dans la perspective de la mondialisation alternative envisagée ici la place et les rôles remplis par les partenaires nationaux demeurant par la force des choses spécifiques et différents les uns des autres. La Russie y occupera la place à la fois d'un grand producteur/exportateur de matières premières (pétrole et produits miniers) et d'une puissance industrielle renouée, sans être nécessairement soumise aux aléas que la recherche de la « compétitivité » sur un marché mondial dit « ouvert » implique. Celle de la Chine, par comparaison, est celle d'une puissance industrielle nouvelle dont la production serait commandée principalement par l'expansion de son marché interne et seulement accessoirement par celle de ses exportations (le principe opposé à celui que l'OMC s'emploie à imposer). Cette option impliquerait en Chine, comme ailleurs en Asie et en Afrique, des solutions appropriées aux problèmes agraires, fondées sur la reconnaissance du droit d'accès au sol de tous les paysans (je renvoie ici à ce que j'ai écrit ailleurs sur ce sujet). Certes la Russie connaît également encore (comme l'Europe de l'Est) un problème agricole qui ne peut être résolu par le développement capitaliste comme il le fut dans les centres développés du système mondial. Mais les questions se posent ici dans des termes concrets

passablement différents de ceux qui caractérisent les pays du « tiers monde » (Asie, Afrique et Amérique latine) et commandent des solutions appropriées.

Le gouvernement d'Evgueni Primakov avait bel et bien amorcée un redressement allant dans le sens décrit ici, avec semble-t-il une bonne détermination mais aussi beaucoup de prudence dans les premières mesures qu'il prenait (ce qu'on comprendra sans difficulté). Comme Gorbatchev l'avait peut être souhaité sans savoir comment le faire, Primakov envisageait la construction d'un système économique et politique de « centre gauche ». Primakov a été victime d'abord de l'incapacité du PC, alors encore puissant, de comprendre et soutenir l'initiative. Mais il a été également la victime de l'hostilité internationale, en premier lieu des Etats-Unis mais hélas également de l'Europe qui ne s'est pas départie de sa vision d'une « latino américanisation » de l'ex URSS (et de même de l'Europe de l'Est en voie d'intégration dans l'Union Européenne).

Le résultat de cet échec a facilité le succès premier de l'offensive des Etats-Unis, au Moyen Orient, en Asie centrale et à l'échelle mondiale, et renforcé la soumission du régime de Poutine à ses exigences immédiates. De ce fait nous sommes parvenus, pour la Russie comme pour l'ensemble du monde, à la croisée des chemins : ou bien le projet américain sera mis en déroute (et cela est devenu la condition incontournable de la construction d'une alternative, à toutes les échelles du national au mondial), ou bien celui-ci poursuivra (pour un temps) son déploiement (avec Bush ou Kerry), annihilant les potentiels de transformation en direction de la démocratisation et du progrès social de toutes les sociétés.

Dans ce combat la responsabilité des peuples est toujours première, en Russie comme ailleurs. Le renforcement des luttes sociales et des revendications démocratiques, la dissipation des illusions et l'amorce de la reconstruction de gauches nouvelles, ouvertes, capables de convaincre les classes populaires que le PC et les Syndicats tentent de continuer à traiter en « clientèles » au service de leurs calculs politiques à court terme, constituent des signes positifs d'un redressement russe possible.

La responsabilité de l'Europe n'est pas moindre. L'Europe doit tendre la main à la Russie. Elle doit renoncer à sa vision qui reste encore celle d'un partenaire de l'impérialisme collectif de la triade, contraint alors de s'inscrire dans les plans de l'hégémonisme des Etats-Unis. Il lui faut pour cela sortir des « sables mouvants » dans lesquels elle s'est enlisée, comme je l'ai écrit ailleurs.

Poutine a peut-être maintenant compris que l'objectif des Etats-Unis et de l'Europe alignée est de détruire la Russie et non de l'aider à se rénover. Mais le système sur lequel il fonde son pouvoir ne lui permet pas de résister avec efficacité aux assauts destructeurs de la triade impérialiste. Car pour y faire face il lui faudrait sacrifier son soutien à l'oligarchie qui exploite et opprime le peuple russe. A défaut celui-ci laissera faire.

Les exemples de la Géorgie et de l'Ukraine illustrent le drame. Par le soutien que le pouvoir russe apportait à ceux des autocrates locaux qu'il considérait comme « ses amis », Moscou a transformé en héros des individus qui ne sont que de vulgaires agents de l'étranger !

Depuis trente ans les Etats-Unis et l'Europe bénéficient du mépris dans lequel les pouvoirs hérités du soviétisme tiennent la démocratie et, de ce fait, jouent sur du velours. C'est ainsi que Walesa, l'ami de Washington et du Pape, s'est fait passer pour le dirigeant d'un mouvement de « rénovation de la classe ouvrière » (c'est ainsi que Solidarnosc a été présenté) alors que son projet véritable était de détruire la

capacité de celle-ci de résister aux assauts du capitalisme (parvenu au pouvoir Solidarnosc n'a pas donné les usines aux travailleurs mais les a fermées ou données au capital étranger !). Les aspirations démocratiques légitimes des peuples de l'Est sont ainsi manipulées et dévoyées avec d'autant plus de facilité que les gauches majoritaires de l'Europe se font complices du projet de l'impérialisme dominant. Ce faisant elles n'aident pas à la reconstruction nécessaire d'une gauche post soviétique, mais tout au contraire, contribuent à perpétuer la confusion.

La géométrie de la géopolitique des figures d'alliances possibles entre les Etats-Unis, l'Europe et la Russie pèsera lourd dans la détermination de la mondialisation de l'avenir. Deux figures sont ici possibles : celle commandée par un partenariat euro russe éventuel privilégié et celle illustrée par la consolidation de « l'alliance russo-américaine » dont la base est constituée par le choix de la Russie de devenir un exportateur pétrolier majeur à destination des Etats-Unis. La « lutte commune contre le terrorisme » est venue, après le 11 Septembre 2001, consolider en apparence cette alliance.

Les faits démontrent amplement qu'il s'agit là d'un partenariat parfaitement dissymétrique qui n'est rien d'autre que la mise en œuvre du plan de Washington de destruction de la Russie. Loin de fournir à la Russie les moyens de moderniser son système productif, ce partenariat est étroitement associé aux intérêts de l'oligarchie russe et à sa soumission au projet de transformation de la Russie en fournisseur exclusif de matières premières. Il a d'ailleurs facilité la pénétration des Etats-Unis au Caucase et en Asie centrale, dont Moscou est en voie d'être évincée. Cette figure ne peut donc constituer un élément de la construction d'une mondialisation alternative.

L'autre figure peut l'être. Un partenariat euro russe pourrait être conçu dans une perspective fort différente s'il ne se limitait pas à favoriser l'exportation de pétrole russe vers l'Europe mais était accompagné du soutien actif de l'Europe à la modernisation de l'ensemble du système productif russe. L'Europe aurait pu en prendre l'initiative dès 1990, et proposer un partenariat capable de renforcer l'autonomie des deux partenaires vis-à-vis des Etats-Unis. L'Europe, timorée comme d'habitude, ne l'a pas fait, craignant de heurter Washington, ouvrant la voie à l'offensive des Etats-Unis en direction de Moscou. Le pétrole russe est donc destiné en priorité à satisfaire les besoins américains et est vendu en dollars. Un partenariat qui aurait prévu sa vente en priorité à l'Europe et en Euro aurait considérablement allégé la dépendance des Européens à l'égard de fournisseurs largement contrôlés par Washington, qu'il s'agisse du Moyen Orient, de la Caspienne ou du Golfe de Guinée. L'Europe a donc accepté ce partage fort inégal des dépouilles du monde ex soviétique : aux Etats-Unis la Russie et l'Asie centrale, aux Européens la Pologne et les Etats baltes !

Il n'est pas trop tard pour penser pouvoir renverser les alliances de la Russie. L'opposition au monopole du pouvoir de l'oligarchie se renforce en Russie. Les revers diplomatiques tant de la Russie que de l'Europe face à l'offensive de Washington devraient finir par faire réfléchir. Un rapprochement des grands partenaires de l'Eurasie – Europe, Russie, Chine, Inde – entraînant le reste du vieux monde (l'Afrique en particulier) est nécessaire, possible, et mettrait un terme définitif au projet de Washington d'étendre la doctrine Monroe à la planète entière. Il faut agir dans ce sens avec patience sans doute, mais surtout avec détermination.

Références

Amin, Samir (1991). « The Ancient World System versus the Modern Capitalist World System » . *Review*, XIV, S. Sum., 349-86.

Amin, Samir (1992). « Capitalisme et Système-monde », *Sociologie et Sociétés*, XXIV, 2, aut., 181-202.

Amin, Samir, « Le défi de la mondialisation », *Actuel Marx*, in English, *RIPE (Review of International Political Economy)*, 1992).

Etiemble (1972). *L'Europe chinois*. Paris : Gallimard.

N. S. Trubetskoy's Letters and Notes ; Mouton ; The Hague 1975.

Anatoly Liberman (Ed.); N. S. Trubetskoy, *The Legacy of Gengis Khan and other essays on Russia's identity*; University of Michigan Press, Ann Arbor, 1993.

George Vernardsky; *History of Russia*; Yale University Press.